

Mes chers camarades,

1

C'est avec une satisfaction particulière que je prends aujourd'hui la parole devant vous, puisque au fond, c'est aujourd'hui que j'inaugure concrètement, sur le terrain, avec vous les élus locaux du P.S., mes fonctions de Président de la F.N.E.S.R.

Pour commencer, je tiens donc à remercier tout particulièrement les organisateurs de cette journée et plus largement de cette université d'été :

- La structure "conseils généraux" de la F.N.E.S.R. qui, sous l'impulsion successive de Charles JOSSELIN puis de Christian PROUST - que je salue tous deux aujourd'hui avec amitié - a su très vite se rendre indispensable. Il est vrai qu'elle correspondait à une nécessité comme l'avait très bien perçu en 1978 un certain Président du Conseil Général de la Nièvre.

- La structure "Communes et formation" qui sous la double impulsion de la F.N.E.S.R.

rendent compte, jour après jour, des facultés nouvelles que la décentralisation leur a données, mais surtout de l'aptitude dont ont fait preuve ces assemblées et leur président à utiliser au mieux ces facultés.

- J'adresserai mon salut amical à Jean-Jacques QUEYRANNE, porte-parole du P.S. et donc notre porte-parole à tous, ainsi que Jean-Marie BOCKEL, qui dans le Haut Rhin mène avec ténacité un combat difficile mais prometteur pour le socialisme.

- J'aurais voulu également vous citer tous, conseillers généraux, élus locaux, des bouches-du-Rhône notamment, présidents des groupes socialistes minoritaires, mais vous êtes si nombreux que celà est impossible. Ce qui a d'ailleurs, d'une certaine façon un côté très satisfaisant!

Décentralisation

La réforme la plus importante du septennat de François MITTERRAND . Elle a été mise dès juillet en application.

Paradoxe : la France des Droits de l'Homme et des citoyens était restée la France napoléonienne, dans la conception même de son organisation. Il était grand temps de donner la France aux Français.

1789 - 1er Empire : 1848-1871-1884

La libération - 10 mai 1981

Causant Fabius

François MITTERRAND, Gaston DEFFERRE, Pierre JOXE
et moi-même

- ✱ - déconcentrer, décentraliser
- ✱ - créer une nouvelle entité - la région
- ✱ - transférer les pouvoirs des compétences.

Pres

L'aménagement du territoire,

- organiser, gérer, administrer
- développer villes et villages, les mettre en situation de gestion, ^{leur} et leur permettre un meilleur développement.

8
et créent des structures de
tous les pays européens *séparent* traversent une
grande crise de développement (villes de - de
5.000 habitants)

- 33.000 communes ~~en~~ (développement)

- ~~Une~~ France rurale et ~~une~~ France
urbaine, villes et villages, *groupes* ~~recettes~~ de
complémentarité.

62

Nous assistons depuis mars 1986 à une remise en cause sournoise des acquis de la décentralisation marquée notamment par les lois du 11 juillet et du 19 août 1986.

Sous couvert d'adaptation, le gouvernement a gelé l'application de la réforme D.G.F ~~que j'évoquais à l'instant~~. Il remet en cause la loi du 29 novembre 1985 pour maintenir la situation privilégiée de villes comme Paris qui reçoivent une D.G.F. par habitant égale à près du double de la moyenne, alors que leur potentiel fiscal, comme le revenu moyen de leurs habitants est très supérieur à la moyenne.

100%
(85)
(haut l'avis
voter)

On retrouve ici l'objectif permanent de ce gouvernement qui est de demander toujours moins aux riches, tout en appelant le pays à faire un effort :

De même, avoir admis que les villes de plus de 200.000 habitants peuvent bénéficier du fond de péréquation de la taxe professionnelle, même si leur potentiel fiscal est supérieur au potentiel fiscal moyen : c'est encore favoriser les riches! et comme le montant disponible est inchangé, ce sont les petites communes qui sont

pénalisées.

2

Que dire enfin des menaces que font peser sur les finances des communes les réductions de certaines dépenses budgétaires de l'Etat, réduire les crédits de la lutte contre la précarité, les crédits destinés à l'insertion des jeunes, les crédits du Fonds de la promotion et de l'emploi, c'est en fait contraindre les collectivités locales à prendre le relai. Aussi, nous devons dénoncer cette politique de gribouille, de faux semblant qui sous le mauvais prétexte de réduire injustement d'ailleurs les impôts d'Etat, contraint les collectivités locales à augmenter les impôts locaux, tout en critiquant ensuite cette augmentation.

Mes chers camarades,

avec des finances

Beaucoup d'entre vous, maires et élus locaux, savent comme moi qu'en matière de décentralisation, nous sommes en quelque sorte à la croisée des chemins. Certes, je pense que le mouvement de décentralisation que nous avons lancé est irréversible, mais je crains aussi que le maintien de la droite au pouvoir n'entraîne dans ce domaine un immense gachis de compétences, de bonnes volontés et d'argent.



Or, la décentralisation est pour la France une des clés de sa modernisation, tout comme elle est une des voies de la démocratisation de nos institutions.

Il nous faut donc aller de l'avant et dans ce domaine, comme beaucoup d'autres, lutter projet contre projet, avec la droite.

Ceci doit nous conduire à définir nos perspectives en matière de décentralisation, en particulier en direction des petites communes.

Vous savez que mon gouvernement, puis celui de Laurent FABIOUS, s'est attaché à respecter strictement deux principes :

- d'abord faire bénéficier toutes les communes, sans exception, des lois de décentralisation nous avons refusé de mettre à part les petites communes, en considérant que l'exercice des responsabilités, des compétences, au contact des réalités locales les concernait autant que les grandes communes.
- ensuite, encourager toutes les formes d'initiative locale et de coopération

Clôture à Vitrolles de l'Université d'Eté

Les socialistes plaident pour l'unité

Deux anciens Premiers ministres, Laurent Fabius et Pierre Mauroy ont lancé, hier, un appel en ce sens.

"Nous devons garder à l'esprit la principale leçon de toute l'histoire du socialisme: lorsqu'ils ont été divisés, les socialistes ont toujours échoué. Rassemblés, ils ont fait avancer l'Histoire..."

Cet appel à l'unité, c'est Laurent Fabius qui l'a lancé, hier après-midi, depuis la tribune dressée au coeur du superbe parc de Fontblanche, à Vitrolles, où il était venu, avec Pierre Mauroy, clôturer l'Université d'Eté organisée durant cinq

jours à l'intention des conseillers généraux P.S., par la Fédération des Elus Socialistes et Républicains (FNSER).

Face à quelque 200 d'entre eux, l'ex-Premier ministre n'en a certes pas adressé un second. Vers François Mitterrand, cette fois. Mais son désir de le voir occuper de nouveau l'Elysée après mai 88 était clair:

"Nous avons la chance d'avoir un grand Président de la République,

a-t-il repris. Je souhaite qu'au-delà des mois qui viennent, chacun dans le pays reste fondamentalement uni derrière lui..."

Dernière concession de l'actuel secrétaire national du P.S à la formation: après avoir dénoncé "le glissement inquiétant de certains responsables de la Droite vers l'Extrême-droite", Laurent Fabius a tempéré l'éclairage euphorisant porté sur les actuels allègements d'impôts. Et rappelé que "l'effort, nécessaire, n'était acceptable que sur des bases de justice et de solidarité".

"Depuis mars 86, ces allègements ont été environ de 40 à 45 milliards. Mais il y a eu dans le même temps, 50 milliards d'augmentation de prélèvements sociaux! a-t-il noté. Entre mars 86 et mai 88, les 150.000 contribuables les plus riches auront bénéficié d'un allègement de 100.000 francs par personne. Soit 15 à 20 milliards, qui auront été payés par la totalité de nos concitoyens!"

Décentralisation

Mais comme le président du Conseil général des Bouches-du-Rhône Louis Philibert et le député Michel Pezet avant lui, l'un pour réclamer une "clarification des

compétences" et la mise en place d'un statut d'élu, l'autre pour souligner la "nécessité de progresser encore sur ce chemin de la responsabilité et de la démocratie", Laurent Fabius a surtout mis l'accent hier sur les vertus de la décentralisation. Une "réforme capitale qu'il faudra préserver" selon Pierre Mauroy, souhaitant du coup la création d'un "Observatoire de la décentralisation".

"Il ne s'agit pas seulement de

lois, mais d'un état d'esprit", a déclaré l'ancien Premier ministre et actuel président de la FNSER, détaillant les implications économiques, morales, européennes et donc internationales de cette réforme. Et plaidant une nouvelle fois, par ailleurs, pour une "société d'économie mixte, alliance de la liberté et de la justice"...

Jean-Pierre CHANAL



Pierre Mauroy et Laurent Fabius à Vitrolles, hier, entourés de Michel Pezet et d'Yves Vidal (au centre) et de Pierre Manger, maire d'Alençon et secrétaire général de l'Association des Maires de France. (Photo Richard Colinet)

le Prouvçal

5 septembre 1987